

12^e Rencontres

de l'action locale à l'action internationale

Mardi 29 juin 2021 - Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris



Atelier « Le changement climatique a-t-il des effets genrés ? »

Mardi 29 juin 2021 de 14h à 15h30

Salle Louis Armand Est, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris

Compte-rendu

Liste des intervenantes :

- **Elsa Maraawi**, Spécialiste genre – Doctorante en sociologie à l'UPJV associée au CURAPP-ESS et à l'IFPO Beyrouth
- **Véronique Moreira**, Présidente de WECF France
- **Fanny Petitbon**, Responsable plaidoyer de l'association CARE France

Et des animatrices :

- **Zoé Lориoux-Chevalier**, Conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats de la ville de Poitiers
- **Elise Pereira-Nunes**, Déléguée aux Relations internationales, aux réseaux de villes, aux jumelages et à la francophonie de la ville de Tours, et Présidente du groupe thématique Genre de Cités Unies France

I. Introduction

- **Elise Pereira-Nunes :**
 - Atelier croisé entre les thématiques du climat et du genre : deux sujets dont les enchevêtrements doivent être conscientisés, et faire l'objet d'un travail transversal et complémentaire entre celles et ceux qui possèdent différents prismes d'observation sur les problématiques relatives au genre et au climat.
 - Les femmes sont plus affectées que les hommes par les effets du changement climatique : en effet, il existe 14 fois plus de risques de mourir dans les catastrophes naturelles pour les femmes et les enfants¹.
 - Cet atelier a plusieurs objectifs :
 - Montrer que les femmes ne sont pas que des victimes, elles sont aussi actrices de changement mais trop souvent absentes des tables de négociations ;
 - Permettre aux collectivités engagées à l'international d'en apprendre davantage sur les questions climatiques et de genre, et la manière dont elles peuvent s'insérer dans cette dynamique ;
 - Savoir pourquoi et comment s'engager avec ses partenaires étrangers dans des projets climatiques sensibles au genre ;
 - Partager des expériences pour élaborer des pistes de réflexion et trouver des solutions cohérentes.

II. Table-ronde entre intervenantes et animatrices

¹ https://unfccc.int/files/gender_and_climate_change/application/pdf/educposters_freight.pdf

Quel constat faites-vous sur le lien entre genre et climat ?

• Fanny Petitbon :

- Il y a un regain d'intérêt pour l'éco-féminisme c'est-à-dire la lutte contre une double domination : celle du patriarcat et celle de l'humain sur la planète.
- Constat d'une double injustice :
 - o Alors que les populations les moins responsables des émissions de CO₂ sont les plus affectées par le changement climatique, ce sont les populations qui sont les plus responsables qui disposent des meilleurs moyens d'adaptation aux changements climatiques ;
 - o Les inégalités de genre (accès à l'éducation, accès et contrôle des ressources) persistent dans de nombreuses sociétés.
- Un cercle vicieux se met en place : en effet, la charge de travail des femmes est alourdie du fait de la raréfaction des ressources naturelles, par conséquent, les femmes passent plus de temps à aller chercher de l'eau et du bois, et bénéficient de moins de temps pour se consacrer à d'autres activités, notamment génératrices de revenus. Elles sont bien souvent aidées des jeunes filles qui sont alors déscolarisées.

• Elsa Maarawi :

- Il est important de prendre en compte le contexte dans lequel on s'insère et de la variété des réalités sociales qui existent au niveau local.
- Au Liban, par exemple :
 - o Le cadre législatif maintient les femmes dans une dépendance sociale à l'égard de leurs pairs masculins, et loin des instances décisionnaires ;
 - o L'existence d'une barrière culturelle sur l'égalité des femmes et des hommes entraîne une mécompréhension du concept de genre et sa non prise en compte dans les politiques publiques ;
 - o Il y a très peu de formations sur les questions de genre et de climat en raison de leur marginalisation et l'absence de budget dédié à ces thématiques : besoin de plus de visibilité de ces sujets et de budget dans la mise en œuvre des politiques publiques ;
 - o Ces réalités ont des effets directs sur les actions de lutte contre les changements climatiques.
Exemple : le gouvernement libanais souhaiterait augmenter le nombre d'usagers dans les transports en commun. Toutefois, la plupart des femmes ne prennent pas les transports en commun en raison des infrastructures (abris bus, trottoirs), des horaires inadaptés à leurs activités quotidiennes et du harcèlement sexuel. Par conséquent, ce sont surtout les femmes ayant peu de revenus, le plus souvent migrantes, qui en sont des usagères.
Exemple : Pour mettre en place des mesures adaptatives, sont organisées des activités pour les agriculteurs (formations, conférences, distribution de matériels, de semences plus résistantes, etc.). La majorité des participants sont des hommes car les femmes comptent pour seulement 7% des propriétaires terriens et 8,6% des fermiers enregistrés. Mais en réalité, 40% des actifs du secteur (formel) sont des femmes et l'agriculture constitue une activité à mi-temps (informelle) pour la plupart des familles rurales.

• Véronique Moreira :

- Les politiques publiques climat/genre sont pensées pour une population qui est censée avoir les mêmes besoins mais ce n'est pas le cas. C'est pour cela qu'il est nécessaire de regarder ce qui se passe dans les moindres détails pour adapter les politiques publiques à la réalité des besoins.
- Le cadre légal est un véritable obstacle à l'autonomisation des femmes, celui-ci doit soutenir les processus de transformation écologique à l'initiative d'organisations de femmes.

**Face à ces constats, quelles solutions et actions avez-vous à partager ?
Comment mettre en place un développement inclusif et durable pour atteindre les ODD ?**

• **Fanny Petitbon :**

- CARE agit via une approche à base communautaire : ce sont aux populations d'identifier elles-mêmes les aléas et risques climatiques, à partir d'observations faites au cours des dernières années (ex. : nombre de d'inondations par année), pour être en mesure d'anticiper ce qui pourrait arriver, et de s'y préparer.
- Il s'agit aussi de créer un espace de dialogue permettant aux populations locales d'avoir accès aux prévisions faites par les instituts météorologiques nationaux, et de partager leurs expériences et solutions mises en œuvre face aux problématiques rencontrées.
- *Exemple* : Dans une commune péruvienne, des agricultrices ont adapté leurs méthodes d'agriculture ainsi que leur mode de vie à la prochaine disparition du glacier tropical auprès duquel elles vivent, et lequel leur fournit la majeure partie des ressources en eau. Ces femmes ont opté pour la culture de pommes de terre, nécessitant moins d'eau et pouvant être vendues plus cher au marché, et l'élevage du cochon d'Inde, lequel est connu pour être un met fin au Pérou. Finalement, ces femmes ont été reconnues et élues dans des conseils municipaux pour leurs initiatives locales, puis contactées par d'autres collectivités afin qu'elles puissent échanger leurs expériences.

• **Elise Pereira-Nunes :**

- Les femmes possèdent une capacité de résilience, elles ont une voix qui doit être entendue et qui doit être portée collectivement au sein des sphères de pouvoir.
- En 2015, les femmes représentaient moins de 30% des membres des organes nationaux et internationaux de négociations sur le climat²

• **Véronique Moreira :**

- Les efforts réalisés par les femmes produisent des effets sur le développement économique ainsi que sur la protection des écosystèmes. Cependant, ces femmes manquent de visibilité.
- La *Women and Gender Constituency* organise pendant les COP, la remise du Prix Solution Genre et Climat³ pour valoriser les initiatives des organisations qui croisent la question du genre et celle du changement climatique. Les lauréates et lauréats ont ainsi la possibilité de rencontrer des décideurs nationaux et de porter à leur connaissance, les actions locales existantes.

• **Elsa Maraawi :**

- La lutte contre le changement climatique nécessite tous les acteurs qui ont les moyens de participer à la mise en œuvre d'actions concrètes et directes. Ainsi, oublier les femmes c'est oublier toute une série d'actions dans la lutte contre le changement climatique.
- Au Liban, concernant la gestion de l'énergie au niveau domestique : les hommes contrôlent les ressources (23,5% des femmes sont sur le marché du travail contre 70,3% des hommes). Par contre, les femmes gèrent l'utilisation de l'énergie (équipements électroménagers, besoins des enfants, etc.) mais elles ne sont que 19% bénéficiaires du fonds de développement économique et sociale (fonds organisé par une institution nationale) pour réaliser des projets à faible émission de gaz à effets de serre par exemple. Elles ne disposent que de très peu de pouvoir décisionnaire : 5,4% des femmes sont des conseillères municipales, et 4,6% occupent un siège parlementaire. Il résulte de cette invisibilité un décalage entre ceux qui élaborent les politiques publiques, ceux qui les mettent en œuvre et ceux qui en sont destinataires.
- Pour que les politiques climatiques et l'intégration du genre soient réussies, il faut tout d'abord comprendre qui fait quoi (la division des tâches) et inviter les décideurs à réfléchir à la manière dont ces thématiques peuvent être intégrées dans les politiques publiques de leur secteur.

² https://unfccc.int/files/gender_and_climate_change/application/pdf/educposters_freight.pdf

³ https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2020/12/GJCS-2020_French_Web_double.pdf

- **Zoé Lorioux-Chevalier :**

- Seulement 0,01% des financements mondiaux sont alloués à des projets qui luttent à la fois contre le changement climatique et en faveur des droits des femmes
- Il est donc légitime de poser les questions suivantes : Comment les femmes expriment-elles leur engagement dans les arènes politiques ? Quelles places occupent-elles ou peuvent-elles occuper ?

**Quelles sont les voix à porter et où pour réussir à faire levier d'actions ?
Comment lier l'international au local, et inversement ?**

- **Véronique Moreira :**

- La Constituante Femmes et Genre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUC), ainsi que d'autres organisations alliées de la société civile, ont réussi à mettre en place un Plan d'Action Genre (5 ans) à l'issue de la COP25 à Madrid. Ce Plan encourage les gouvernements à mener ou à contribuer à des actions visant à promouvoir l'égalité de genre dans les processus de la Convention Climat.
- *Exemple* : En République Démocratique du Congo, les femmes ont réussi à ce que par décret, dans huit provinces, elles puissent avoir accès à la propriété terrienne, levier majeur de renforcement de leur autonomie et de leur sécurité.

- **Elsa Maraawi :**

- L'État libanais a une action assez limitée concernant les affaires courantes (comme les secteurs de l'éducation, la santé, l'énergie, la conservation des forêts...). Il est donc d'usage que des associations locales et des entreprises privées gèrent ces domaines d'intérêt public.
- En parallèle, les organisations internationales ont un rôle très important : elles financent une grande partie des projets de développement (PNUD, Union européenne, Banque Mondiale...) et soutiennent ces organisations et le niveau local via les collectivités territoriales.
- C'est ainsi qu'il convient, en plus de soutenir chaque institution impliquée dans l'élaboration de politiques publiques de lutte contre le réchauffement climatique, de soutenir les associations locales et les mairies pour renforcer l'action et multiplier l'impact de l'intégration du genre dans ces politiques.
- La discussion avec et la formation des agents chargés de prendre les décisions et de mettre en œuvre la lutte contre le changement climatique ont notamment permis de faire le lien entre l'intégration du genre dans les politiques publiques climatiques, et la prise en compte du climat dans la lutte contre les discriminations.
- L'administration centrale des statistiques a réalisé plusieurs études désagrégées par âge, sexe, nationalité, afin de permettre la mise en œuvre d'actions plus adaptées à la réalité de la société libanaise.
- Enfin, l'identification des acteurs locaux et leur soutien est un moyen efficace de mettre en place des actions concrètes au niveau local, comme offrir des moyens techniques aux agricultrices et agriculteurs, ou transformer le système de transport en commun pour qu'il soit plus adapté aux usagères et usagers.

- **Fanny Petitbon :**

- L'Accord de Paris exige que chaque partie établisse, communique et actualise les Contributions déterminées au niveau national (CDN) successives qu'elle prévoit de réaliser. Ces CDN illustrent les efforts mis en œuvre par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique.
- CARE a réalisé une étude comparative des anciennes et nouvelles CDN selon une liste de critères qui inclut notamment le genre. Les résultats de cette étude montrent que l'intégration du genre dans les CDN est plus importante qu'auparavant, en particulier par les pays du Sud.
- Il est important que les associations locales participent à l'élaboration des politiques nationales sur le changement climatique : il ne peut y avoir de changement systémique s'il n'y a pas une meilleure inclusion.

- **Elise Pereira-Nunes :**
- Il existe un réel besoin d’avoir des témoignages sur la méthodologie, les expériences réussies mais aussi les échecs rencontrés par les différentes collectivités et acteurs pour pouvoir avancer ensemble sur les défis partagés.

III. Échanges avec la salle

- **Existe-t-il des outils permettant aux collectivités de construire des projets de coopération avec des territoires situés hors du cadre gouvernemental ?**
- L’un des objectifs des groupes thématiques est de créer des boîtes à outils alimentées par les expériences et les bonnes pratiques de chaque collectivité. Pour que cela fonctionne, il est nécessaire qu’il y ait une complémentarité entre les collectivités, les associations locales, les instances de gouvernance ainsi que les acteurs et actrices des terrains concernés susceptibles de participer aux débats.
- La coopération décentralisée est une compétence dont disposent les collectivités territoriales dans le cadre de l’action internationale française. Il s’agit d’un mode d’action qu’il convient d’évaluer selon la politique française : toutefois, c’est le rôle des collectivités de soutenir leurs homologues étrangères, c’est pour cela qu’il est nécessaire qu’elles aient le droit et l’autorisation d’intervenir même dans des territoires situés hors du cadre gouvernemental.
- La France souhaite mettre en place une diplomatie féministe⁴. Il existe dans chaque ambassade, au service coopération, un(e) correspondant(e) Égalité.
- Un plaidoyer pour la prise en considération des collectivités territoriales françaises dans les discussions relatives à l’action internationale a été porté auprès du MEAE. Lors du Forum Génération Égalité, Emilia Saiz, Secrétaire Générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis, parlait de municipalisme féministe performant, c’est-à-dire de diplomatie féministe au niveau local.
- **Comment les femmes peuvent-elles améliorer leur quotidien tout en respectant les impératifs de lutte contre changement climatique ?**
- Les impacts du changement climatique peuvent mettre en danger la vie des femmes : ces dernières trouvent des solutions qui, à leur tour, affectent la biodiversité (déforestation, impact carbone). Il serait donc judicieux d’être mis en relation avec des organisations disposant de méthodes d’adaptation spécifiques à chaque cas (agroécologie, système d’irrigation, semences plus résistantes).
- Les collectivités locales et étrangères doivent proposer des alternatives et fournir des clés de compréhension des différentes problématiques aux populations.

IV. Synthèse et conclusion

- Importance de la transversalité des questions de genre et de climat, et de la mobilisation simultanée des acteurs sur ces enjeux.
- Plus les difficultés rencontrées par les femmes seront mises en avant, plus il sera possible de trouver des solutions en amont ; il en va de même pour les questions climatiques puisqu’à un moment donné, les effets du changement climatique ne seront plus genrés et concerneront tout le monde.
- L’inclusion des femmes dans les négociations et la prise de décision sur des sujets les concernant, en l’espèce le genre et le climat, leur permettrait d’être mieux représentées et d’y porter leurs idées.
- Il est essentiel que les habitantes et habitants soient accompagnés et soutenus dans leurs démarches par les collectivités et autres acteurs compétents.

⁴ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>

Annexe 1 : Profil des intervenantes et présentation de leur organisme, et des animatrices :



Elsa Maarawi, Doctorante en sociologie à l'Université de Picardie Jules Verne, associée au CURAPP-ESS et à l'IFPO Beyrouth, Liban.

Ses recherches portent sur la sociologie du genre et des migrations internationales. Elle a travaillé pour plusieurs organisations internationales en Syrie, au Liban, au Tchad et en Haïti dans le domaine de la protection des personnes migrantes et a également contribué à plusieurs projets pour la lutte contre le changement climatique.

Le CURAPP-ESS, Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique – Épistémologie des Sciences Sociales, est une Unité Mixte de Recherches en sciences politiques et en sciences sociales qui vont de l'étude des échelles de l'action publique à celle des formes de politisation, en passant par l'analyse de la production et des usages sociaux des savoirs et des normes.

L'IFPO, Institut Français du Proche Orient, est une Unité Mixte des Instituts Français de Recherche à l'Étranger dont le siège se trouve à Beyrouth au Liban. Les recherches portent sur le Proche-Orient et sont conduites autour de plusieurs axes regroupés dans 3 départements (les départements de l'archéologie et de l'histoire de l'Antiquité, des études arabes, médiévales et modernes et des études contemporaines).



Pour aller plus loin :

- Analyse genrée conduite dans le cadre de sa mission avec le ministère de l'environnement libanais (en anglais) : <https://www.ndcs.undp.org/content/ndc-support-programme/en/home/impact-and-learning/library/how-to-put-gender-responsive-climate-solutions-into-action--leb.html>
- Résumé de l'analyse genrée : <https://www.lb.undp.org/content/lebanon/en/home/library/lebaon-gender-analysis-.html>
- Le troisième rapport biennal du Liban sur le changement climatique pour la CCNUCC (en anglais) issu des analyses genrées ci-dessus : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LEBANON-Third-Biennial-Update-Report-2019.pdf>



Véronique Moreira, Présidente de WECF France

Enseignante de formation, écologiste et féministe par conviction, Véronique Moreira a rencontré Wecf France (Women engage for a Common Future) alors qu'elle était vice-présidente chargée de la solidarité internationale au conseil régional de Rhône-Alpes. L'approche inclusive, l'engagement sur les questions d'égalité femmes/ hommes et la santé environnementale de l'association fait écho à ses propres engagements en faveur de politiques publiques protectrices, de mobilisation citoyenne ambitieuse et de développement de la sensibilisation des citoyennes et citoyens.

Wecf France est l'antenne française de Wecf, *Women Engage for a Common Future*, réseau international écoféministe d'organisations dont le but est de « construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable ». Le réseau Wecf est doté du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC). Wecf est membre de la *Women and Gender Constituency*, observateur de la société civile de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC).



Pour aller plus loin :

- Publication Solutions Genre et Climat (résumé) : https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2021/05/WECF_Rapport-Annuel-2020_light.pdf
Version longue : https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2020/12/GJCS-2020_French_Web_double.pdf



Fanny Petitbon, Responsable plaidoyer de l'association CARE France

Diplômée en sciences politiques et genre et développement, Fanny Petitbon est en charge depuis 2013 de la coordination du travail de plaidoyer de l'association de solidarité internationale CARE France sur les enjeux d'égalité femmes-hommes, de lutte contre le changement climatique et de crises humanitaires. Elle suit étroitement les négociations internationales sur le climat (COP) depuis 2014, particulièrement sur les enjeux d'adaptation, pertes et dommages, droits humains et genre. Travaillant au sein du réseau CARE depuis 12 ans, Fanny Petitbon a occupé précédemment les postes de chargée de programmes auprès de CARE International au Cameroun et d'assistante du Secrétaire Général de CARE International, au siège de l'organisation à Genève.

CARE France est membre de CARE International, l'un des plus grands réseaux d'aide humanitaire au monde, apolitique et non confessionnel fondé en 1945. En 2020, 92 millions de personnes ont bénéficié des projets menés par CARE dans 104 pays. Dans l'ensemble de ses projets et de ses actions de plaidoyer, CARE s'attache à promouvoir les droits humains, l'égalité de genre, la justice sociale, économique et environnementale et la bonne gouvernance. CARE s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en adoptant une approche intégrée consistant à travailler de manière complémentaire sur différentes thématiques : l'accès à la santé, l'éducation, le développement économique, la sécurité alimentaire, etc. Dans des situations de réponses à l'urgence ou dans des contextes de développement, CARE promeut le rôle central des femmes et des filles comme actrices du développement et du changement.



Pour aller plus loin :

- Note de position de CARE sur le changement climatique : https://www.carefrance.org/ressources/themas/1/770,Adaptation_genre_et_autonomisation_d.pdf
- Les conclusions du dernier webinaire de CARE France, « Héroïnes du climat » : <https://www.carefrance.org/actualite/evenements/climat-genre-engagement.htm>



Elise Pereira-Nunes, Adjointe au Maire de Tours, déléguée aux relations internationales, aux réseaux de villes, aux jumelages et à la francophonie, Ambassadrice « Tours ville alliée contre les discriminations ».

Enseignante d'anglais à l'Université de Tours, spécialiste des questions de genre et d'intersectionnalité des luttes pour les droits des minorités en France comme à l'international, elle est impliquée de longue date dans les mouvements pour les droits des femmes et les personnes LGBTQI. Elle préside le groupe thématique Genre de Cités Unies France.



Zoé Lorioux-Chevalier, Conseillère municipale déléguée à la Coopération européenne et internationale de la ville de Poitiers, membre de Génération.s

Annexe 2 : Liste des personnes présentes à l'atelier

ORGANISME	NOM	Prénom
AMBASSADE D'ARGENTINE EN FRANCE	BERTRAND	Laura
AMBASSADE DE COREE EN FRANCE	KIM	Hyoungh jin
AMBASSADE DE COREE EN FRANCE	LEE	Donghyeon
AMBASSADE DE FRANCE EN SERBIE	MILLET	Bertrand
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES (AIMF)	KOUBONOU ÉPSE ATIOTA	Touni
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES RÉGIONS FRANCOPHONES (AIRF)	GIBERT	Céline
AUTUN	GATIER	Monique
BFC INTERNATIONAL	ROSIER	Mélissa
CARE FRANCE	PETITBON	Fanny
CDA LA ROCHELLE	GUERRY-GAZEAU	Sylvie
CENTRAIDER	TISNÉ-VERSAILLES	Elsa
CIEDEL	SZERD	Peter
CITES UNIES FRANCE	COURBOIN	Zoé
CITES UNIES FRANCE	LAHOUIRI	Hicham
CITES UNIES FRANCE	NGUYEN TAN	Kieu-mai
COLOMBES	HALLEY	Zoé
COMMUNE DE KLOTO 1 (TOGO)	DOGBATSE	Yawo winny
COMMUNE DE TONE3 (TOGO)	DOUTI	Nanmoupa
COMMUNE TCHAOUDJO3 (TOGO)	TCHEDRE AGORO	Sansani
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ESSONNE	O NEILL	Nadja
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	CORNU	Léa
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	DA SILVA FERREIRA	Yolande
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	LEVRARD	Manon
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	MERCIER-JOYEUX	Carole
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE MARITIME	LECLERC	Solène
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS	BOUROUMEAU	Nicolas
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VIENNE	PECRIAUX	Sybil
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE	ARMAND	Margaux
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES YVELINES	GRIMOULT	Auberi
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE	LEBLANC VASSEUR	Laurine
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE	SOUFFIR	Clara
COTONOU (BÉNIN)	BEHANZIN	Françoise Irène
COTONOU (BÉNIN)	TCHAOU	Hugues
CRETEIL	GUIMBER	Romain
DAECT MEAE	MILLON	Morgane

ENGAGE.ES ET DETERMINE.ES	MESNIL	Anaïs
EPINAY-SUR-SEINE	EMOND	Emilie
FAÏTIÈRE DES COMMUNES DU TOGO (FCT)	SIANGOU	Dakoumi koumtchane
FONTENAY SOUS BOIS	MAQUIN	Virginie
GRAND PARIS SUD	DENAI	Anna
GRAND PARIS SUD	ZIND	Camille
GRAND POITIERS	ESTEVE	Pauline
GRAND POITIERS	SCARWELL	Dorothee
GRANDE-SYNTHE	COTTET	Caroline
GRENOBLE	CARROZ	Emmanuel
LILLE	DABETIC	Milena
LIMOGES METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE	MYHIE	Nicolas
LYON	ZDOROVZOFF	Sonia
LYON METROPOLE DE LYON	MEUNIER	Christophe
MAMOUDZOU	OUSSENI YVESSI	Djouwairia
MAMOUDZOU	RAKOTO	Claudie
MONTREUIL	LIMAN	Zabbaou
MONTREUIL	MENHOUDJ	Halima
MULHOUSE	MOSER	Martine
POITIERS	MONCONDHUY	Léonore
POITIERS	CHEVALIER-LORIOUX	Zoé
RENNES	BOUKHENOUGA	Flavie
SAINT-DIÉ-DES-VOSGES	DAUPHIN	Colette
SAVIGNY-LE-TEMPLE	BOULAY	Bernadette
SAVIGNY-LE-TEMPLE	COSTES	Tamara
TERRITOIRES SOLIDAIRES	CARRARA	Ella
TOURS	AMIRAULT-DEISS	Marie-Bernard
TOURS	ASSOUVIE	Lauriane
TOURS	MALLET	Aurore
TOURS	METREAU	Affiwa
TOURS	PEREIRA-NUNES	Élise
TOURS	SIVIGNY	Aude
UNIVERSITE DE PICARDIE JULES VERNE	MAARAWI	Elsa
WECF FRANCE	MOREIRA	Véronique